

LA CONCURRENCE

A) – La concurrence, moteur de l'économie : du libéralisme classique à l'extrême libéralisme

Depuis qu'on a commencé à réfléchir sur l'économie, notamment à partir du 17^{ème} siècle, la grande question qui s'est posée a été de savoir comment créer le bonheur pour le plus grand nombre. Question bien épineuse si l'on constate l'égoïsme de l'homme et sa propension à nuire à son prochain qu'il regarde comme un rival ou un concurrent. Cette conception de l'individu égoïste, l'homme est un loup pour l'homme, s'enracinait dans une longue tradition judéo-chrétienne. Il suffit de lire certains passages de l'apôtre Paul, d'Augustin, de Calvin pour se rendre compte combien, dans cette tradition, l'homme est considéré comme foncièrement mauvais.

Pour répondre à cette question quatre réponses furent élaborées.

1. Pour Hobbes, la méchanceté de l'homme nous force à l'établissement d'un Etat fort auquel les individus doivent se soumettre sans appel possible. Il décrit cet Etat dans son fameux « Léviathan ». Calvin, lui aussi, pensait qu'un pouvoir fort était nécessaire étant donné que, selon lui, les hommes sont comme des « bêtes féroces ». Avec cette réserve pourtant que ce pouvoir n'était pas sans appel et que, dès lors qu'il violait les consciences des sujets, une opposition de ces derniers devenait légitime.

2. Rousseau a foi dans l'homme : le coeur et la raison lui sont données pour faire son bonheur. Mais il y a dégradation continue de la société parce qu'elle est fondée sur la propriété privée. Cette société pervertie où l'homme exploite son semblable interdit tout rapport véritable entre les individus. La liberté des échanges ne peut que renforcer l'inégalité des rapports sociaux. La fuite en avant dans les savoirs et la technique n'y changera rien : le progrès technique et le progrès économique vont à l'encontre du progrès moral. La propriété privée n'est qu'un faux contrat social par lequel les intérêts particuliers des propriétaires sont érigés en intérêts collectifs imposés aux pauvres. Mais l'homme est perfectible et surtout il possède une liberté inaliénable. Une autre histoire reste possible, sur des bases radicalement nouvelles. En attendant, la pédagogie, conçue comme une éducation privée de l'individu et une éducation politique du citoyen, peut recréer, comme une seconde nature, la bonté originelle de l'homme. Dans la pratique, elle permet de dépasser l'aliénation de nos sociétés mauvaises.

3. Adam Smith est généralement considéré comme le premier maître-à-penser du libéralisme. La réponse d'Adam Smith se veut moins globale que celle d'autres penseurs, tels Hobbes ou Rousseau. Il se limite au domaine strict du marché. Adam Smith réagit à un courant de pensée économique, dominant à l'époque des monarchies absolues, qu'on appelle le « mercantilisme ». Selon ce courant de pensée « le prince, dont la puissance repose sur l'or et sa collecte par l'impôt, doit s'appuyer sur la classe des marchands et favoriser l'essor industriel et commercial de la Nation afin qu'un excédent commercial permette l'entrée des métaux précieux ». L'Etat se trouve donc investi de la responsabilité

de développer la richesse nationale, en adoptant des politiques pertinentes de nature défensive (protectionnisme) mais aussi offensive. Il est évident que cela favorise les situations de guerre. La réponse d'Adam Smith part d'une volonté de préserver la paix des nations. Selon lui, il n'appartient pas aux politiques des Etats de s'occuper directement et volontairement de l'accumulation de la richesse nationale, un marché sans entraves ferait mieux l'affaire. Et c'est dans ce contexte qu'il donne sa réponse à la question de savoir comment l'on peut créer le bonheur pour le plus grand nombre, en dépit de l'égoïsme évident de l'homme. Selon lui, c'est la libre concurrence des égoïsmes particuliers qui, automatiquement, va établir une situation globale d'équilibre, d'harmonie, voire de bonheur. Adam Smith disait : « Je ne demande pas à mon boulanger de me faire du bon pain parce qu'il aurait de la sympathie pour moi, il me suffit de savoir qu'il fera du bon pain pour la seule raison qu'il sait que, dans le cas contraire, j'irai prendre mon pain ailleurs ». L'égoïsme de l'homme est accepté, voire valorisé comme moteur du marché. Les égoïsmes des acteurs s'équilibrent dans le jeu du marché qui est le jeu de la concurrence. Mais Adam Smith pense au seul domaine du marché. Selon lui, le bonheur de l'homme ne dépend pas uniquement d'un marché libre et sans entraves : dans certains de ses écrits, il vante des notions comme la sympathie. Il n'en demeure pas moins que sa réponse a pu être élargie par la suite : dès lors qu'on réduit l'homme à son utilité dans le domaine économique (homo oeconomicus), l'on va aussi considérer son bonheur uniquement en termes économiques. Les libéraux seront alors enclins à faire dépendre ce bonheur du degré de liberté du marché. En somme, la concurrence libre rend heureux.

La thèse libérale s'est durcie quand, dans la deuxième moitié du 19^e siècle, elle a intégré des notions mal interprétées, tirées de la théorie de l'évolution de Darwin. En dépit des politiques libérales, basées sur l'idéal posé du bonheur du plus grand nombre, constat était fait d'une misère grandissante chez beaucoup. Ceci n'ébranlait pas la foi des libéraux. Au contraire, si le dépérissement des plus faibles est un phénomène inhérent à la nature, comment en pourrait-il être autrement dans le domaine de la société des hommes, donc de l'économie ?

La pensée libérale s'est affinée par la suite, donnant lieu à des courants différents. L'extrême-libéralisme qui aujourd'hui semble régner en maître descend du libéralisme classique, tel que nous l'avons décrit, en passant notamment par un courant appelé « école de Vienne » et celui, plus récent, de « l'école de Chicago ». Malgré des contextes différents, nécessitant des ajustements, l'extrême-libéralisme ne s'est pas écarté de ce principe fondamental du libéralisme classique selon lequel les égoïsmes des particuliers, pris ensemble dans le cadre d'une concurrence libre, créent l'équilibre du marché, et plus généralement le bonheur du plus grand nombre. En réalité, la question de l'égoïsme, qui est une question morale, n'est plus posée. La morale dans son ensemble est évacuée. L'économie serait par essence amoral. Ce qui importe, c'est que le mécanisme de la concurrence sans entraves fonctionne. Ludwig

¹ Spencer fait un parallèle entre l'évolution économique et l'évolution des espèces en général. Pour lui l'évolution des espèces n'est qu'une autre forme de la « lutte pour la vie ». Il déforme profondément la théorie de la sélection dans la mesure où ce n'était plus l'héritage sélectif des caractères les plus adaptés à la survie de l'espèce qui l'emportait, mais la lutte directe entre races et entre classes qui était interprétée en termes biologiques. Darwin qui n'appréciait pas les idées de Spencer, tenait que la civilisation se caractérisait plutôt de la prévalence d'« instincts sociaux » capables de neutraliser les aspects éliminatoires de la sélection naturelle et pensait que le sentiment de sympathie était appelé à s'étendre indéfiniment. Comme Malthus, Spencer pensait que tous les hommes ne sont pas conviés au grand banquet de la nature, d'où l'assimilation de la concurrence économique à une lutte vitale qu'il faut laisser se développer pour ne pas arrêter l'évolution.

Von Mises² (1881 – 1973), fondateur de l'école de Vienne disait : « L'économie ne s'intéresse pas à la question de savoir si les profits doivent être approuvés ou condamnés du point de vue d'une prétendue loi naturelle, ou d'un prétendu code éternel et immuable de la moralité, au sujet duquel l'intuition personnelle ou la révélation divine sont supposées fournir une information précise. L'économie établit simplement le fait que les profits et les pertes sont des phénomènes essentiels de l'économie de marché » et « Ce n'est pas la faute des entrepreneurs si les consommateurs – le peuple, l'homme ordinaire – préfèrent l'apéritif à la Bible et les romans policiers aux livres sérieux ; et si des gouvernements préfèrent les canons au beurre. L'entrepreneur ne fait pas des profits plus élevés en vendant de mauvaises choses plutôt que de bonnes choses. Ses profits sont d'autant plus importants qu'il réussit mieux à procurer aux consommateurs ce qu'ils demandent le plus intensément ». Une autre nouveauté, par rapport au libéralisme classique, concerne le rôle de l'Etat. L'Etat n'a plus à s'effacer devant le marché libre et concurrentiel, il est au contraire appelé à constitutionnaliser la concurrence, à créer les cadres qui permettent au marché libre et concurrentiel de fonctionner de façon optimale et, bien plus, à promouvoir le jeu de la concurrence dans des domaines qui jusque là étaient régis par d'autres logiques. Friedrich Hayek³ (1899 – 1992), le maître-à-penser de Margaret Thatcher, plaidait pour un Etat fort, justement pour soumettre toute la réalité aux jeux de la concurrence.

4) La quatrième réponse sera donnée dans la deuxième partie : « en-face » théologique.

B) – Keynes, Stiglitz : Le libre jeu de la concurrence corrigé par l'Etat

Pour les tenants de l'extrême-libéralisme l'Etat doit, de façon autoritaire, veiller à ce que les conditions soient respectées pour permettre au libre jeu de la concurrence de fonctionner de façon optimale. Cependant, pour les économistes qui s'inscrivent dans la mouvance de J.M. Keynes, le rôle de l'Etat est différent. Ils ne s'écartent pas du principe de la concurrence comme moteur de l'économie, mais ils dénoncent l'idée selon laquelle le marché concurrentiel doit être complètement libre d'interventions de l'extérieur, notamment de l'Etat, pour fonctionner de façon optimale. Pour eux, l'Etat doit corriger les dysfonctionnements du système de la libre concurrence – dysfonctionnements dont ils démontrent le caractère inéluctable : formation de trusts, asymétrie dans le domaine de l'information, etc... J. Stiglitz ne conteste pas le bien-fondé du marché libre, par contre il dénonce la dérégulation, notamment de la finance. Il attribue la crise survenue en 2008 à cette politique de dérégulation, promue par les tenants du libéralisme extrême. L'Etat, au lieu de limiter son rôle à la mise en place et à la sauvegarde des conditions qui permettraient au marché concurrentiel de se déployer librement doit, selon Stiglitz, être acteur dans le jeu du marché concurrentiel même, puisque, sans régulations et sans une politique monétaire et de relance volontariste, ce jeu mène à la catastrophe.

C) – l'Alternative socialiste : la concurrence est condamnée

Marx est le dernier philosophe occidental à prétendre donner une explication globale de l'histoire, du monde, de l'homme. Après lui, les autres philosophes se borneront à poser des questions. Marx connaît l'économie par Adam Smith et Ricardo. Il estime que ce sont des

² Economiste autrichien puis américain qui a eu une influence importante sur le mouvement libéral et libertarien moderne.

³ Philosophe et économiste de l'École autrichienne, promoteur du libéralisme, opposé au socialisme et à l'étatisme.

économistes valables pour l'analyse des faits économiques, mais non pour leur interprétation : il refuse leur pensée qui, à ses yeux, n'est pas assez systématique. En économie, Marx n'élabore pas un système idéal comme les socialistes utopiques⁴. Il s'appuie sur l'économie classique mais récuse Adam Smith dont la faiblesse est de prétendre isoler le phénomène économique et de ramener l'homme à un schéma où l'intérêt dicte toujours l'action, ce qui permet, finalement, d'éliminer l'homme. Pour Marx, les économistes classiques raisonnent dans le vide : les raisonnements économiques sont justes, mais les conclusions sont fausses. Pour lui, l'économie politique est une science de l'activité de l'homme en tant qu'homo oeconomicus. L'homme est oublié et ce qui frappe Marx dans les écrits des classiques, c'est qu'ils ne considèrent jamais l'homme mais seulement les lois économiques. Cette science ne nous révèle qu'une chose : à quel point les rapports entre les choses se sont substitués aux rapports entre les hommes. C'est le point de départ de toute la pensée de Marx. « La dépréciation du monde des hommes est en raison directe de la mise en valeur du monde des choses. »

Pour Marx, le besoin d'argent apparaît comme le besoin le plus important de tous. La quantité d'argent que peut posséder un homme devient la qualité essentielle de cet homme. « L'argent réduit l'homme à n'être qu'une abstraction » ; l'homme se réduit donc lui-même à n'être que du quantitatif. Les hommes sont concurrents les uns des autres et la lutte pour la vie va se traduire par la lutte pour l'argent. Il ne s'agit plus de produire des biens utiles mais des biens vendables. La propriété privée de l'argent spéculé sur la convoitise de l'homme qui a de l'argent. Il y a bien des besoins réels, mais le besoin réel n'est qu'un prétexte pour attirer la victime, le consommateur, dans un piège. On lui fournit des objets dont il n'a pas besoin mais on lui fait croire qu'il en a besoin. La production n'a pas pour but de satisfaire les besoins humains, mais de faire déplacer l'argent.

L'originalité de Marx vient de son refus de séparer la pensée et la pratique ; cette pensée ne peut éviter la rencontre et la confrontation avec les faits. Toutefois l'oeuvre de Marx n'est pas achevée, elle s'arrête au moment où devaient être définies les classes sociales.

En France, il y eut une première génération de marxistes (de 1880 à 1914) qui s'est située dans la ligne de la pensée de Marx. Mais après 1917, ces Français se sont retrouvés devant un marxisme retravaillé, interprété, et qui avait la supériorité d'avoir réussi politiquement. Conséquence : les recherches supplémentaires étaient stériles puisque la seule interprétation valable était celle de Lénine et Staline. Pourtant des penseurs comme Pierre Daix⁵ ou Cornelius Castoriadis⁶, par leur questionnement, montrent qu'on ne peut pas en rester à un modèle d'interprétation à la manière soviétique.

Un courant de pensée idéaliste représenté par Jean Jaurès a tenté de concilier la vision humaniste et la rigueur de la pensée marxiste. Pour lui, la métamorphose de la société est spontanée et la révolution n'est pas nécessaire. Jaurès croit à un passage au socialisme par la démocratie. Il pense qu'avant même la moindre vie économique organisée, il y a une idée préalable de la justice en chaque homme, même le plus primitif. C'est cet idéal de justice que

⁴ Marx écarte l'idée socialiste traditionnelle que le patron vole les ouvriers

⁵ Pierre Daix (né en 1922) ami de Picasso et d'Aragon il soutient le Printemps de Prague.

⁶ Cornelius Castoriadis (1922-1997). Intellectuel de l'extrême gauche non communiste a pris définitivement ses distances avec le marxisme et amorce une réflexion sur la démocratie qu'il poursuivra jusqu'à sa mort.

l'humanité poursuit de civilisation en civilisation, qui donne sens au mouvement économique. L'homme a naturellement de la sympathie envers ses semblables. Aussi, doit-il maîtriser les forces économiques pour les obliger à traduire le mieux possible l'idéal qu'il porte en lui. L'homme ne peut pas être considéré hors de sa condition économique, mais inversement, on ne peut pas affirmer que l'économie a une réalité en elle-même. Toute évolution doit se faire avec la valeur de justice. Pour Jaurès, le capitalisme représente un mal, alors que le socialisme lui apparaît comme un progrès éthique. « L'histoire humaine ne commencera que lorsque l'homme, échappant à la tyrannie des forces inconscientes, gouvernera par sa force et sa volonté la production elle-même ». Le capitalisme ne se détruira pas lui-même, comme le pensait Marx. Mais il estime que, plus le capitalisme évolue, plus il se socialise. Par exemple ce capitalisme de l'époque de Jaurès crée des formes économiques nouvelles en acceptant une législation du travail, une certaine planification de la production et surtout des progrès en matière sociale. Pour Jaurès, cette organisation capitaliste n'est pas contraire aux objectifs du socialisme. Et l'Etat doit remplir son rôle positif à l'égard de la classe prolétarienne comme à l'égard de la classe bourgeoise.

D) – La concurrence aujourd'hui

A. Au niveau de l'individu

Dans l'économie extrême-libérale, dans tous les domaines, la concurrence est louée comme le seul moyen d'accroître la satisfaction du client grâce à la stimulation exercée sur les producteurs. La « liberté de choix » est un thème fondamental des nouvelles normes de conduite des sujets. Il semble que l'on ne puisse concevoir un sujet qui ne soit actif, calculateur, à l'affût des meilleures opportunités. L'extrême-libéralisme ne veut connaître que la pression que le consommateur est capable d'appliquer sur le fournisseur de biens et de services. Il s'agit, en somme, de construire de nouvelles contraintes qui placent les individus dans des situations où ils sont obligés de choisir entre des offres alternatives et sont incités à maximiser leur intérêt propre. Favoriser la « liberté de choisir » résume, pour Milton Friedman⁷ (1912 - 2006), toutes les qualités que l'on est en droit d'attendre du capitalisme concurrentiel et constitue l'une des principales missions de l'Etat. Non seulement l'Etat a pour tâche de renforcer la concurrence sur les marchés existants, mais il a également celle de créer la concurrence là où elle n'existe pas encore. Il s'agit donc d'introduire des dispositifs de marché et des incitations marchandes ou quasi marchandes pour obtenir que les individus deviennent actifs, entreprenants, « acteurs de leurs choix », preneurs de risques.

Par exemple, le consommateur doit devenir prévoyant. Il doit se munir individuellement de toutes les garanties : couvertures par des assurances privées, propriété de son logement, entretien de son employabilité. Il doit choisir de façon rationnelle dans tous les domaines les meilleurs produits et de plus en plus les meilleurs prestataires de services : les meilleures écoles pour ses enfants, le mode d'acheminement de son courrier, son fournisseur d'électricité... Et, comme chaque entreprise élargit la gamme de ses produits, le sujet doit « choisir » de plus en plus subtilement l'offre commerciale la plus avantageuse : son heure et sa date de voyage par avion ou par train, par exemple, son produit d'assurance et d'épargne...

⁷ Milton Friedman est considéré comme l'un des économistes les plus influents du XX^e siècle. Titulaire du « prix Nobel d'économie » en 1976 pour ses travaux sur « l'analyse de la consommation, l'histoire monétaire et la démonstration de la complexité des politiques de stabilisation », il fut à l'origine du courant monétariste ainsi que le fondateur de l'École de Chicago.

B. Au niveau du travail

L'extension et l'intensification des logiques de marché ont eu des effets très sensibles sur l'organisation du travail et la manière de travailler. La logique du pouvoir financier n'a fait qu'accentuer la disciplinarisation des salariés soumis à des exigences de résultats de plus en plus élevées. Ceci s'est traduit par l'imposition de normes de rentabilité plus élevées dans toutes les économies, dans tous les secteurs et à tous les échelons de l'entreprise. Toute une discipline de la valeur actionnariale a ainsi pris forme dans des techniques comptables et évaluatives de gestion de la main-d'oeuvre dont le principe consiste à faire de chaque salarié une sorte de centre de profit individuel. Certains auteurs l'appellent l'autonomie contrôlée, la contrainte souple. Cet autocontrôle vise à la fois à internaliser les contraintes de rentabilité financière dans l'entreprise même et à faire intérioriser par les salariés les nouvelles normes d'efficacité productive et de performance individuelle. Faire agir les individus dans le sens souhaité suppose de créer des conditions particulières qui les obligent à travailler et à se comporter comme des agents rationnels. Le levier du chômage et de la précarité a sans doute été un moyen de discipline puissant en particulier en matière de taux de syndicalisation et de revendication salariale.

Le management des entreprises a ainsi développé des pratiques de gestion de la main d'œuvre dont le principe est l'individualisation des objectifs et des récompenses sur la base de l'évaluation quantitative répétée. Plutôt que d'obéir à des procédures formelles et des commandements hiérarchiques venant du haut, les salariés ont été amenés à se plier aux exigences de qualité, de délais imposés par le « client », érigées en source exclusive de contraintes incontournables. Dans tous les cas, l'individualisation des performances et des gratifications a permis la mise en concurrence des salariés entre eux comme type normal de relations dans l'entreprise.

Cette gestion plus personnalisée et plus floue joue sur la concurrence entre salariés et entre segments de l'entreprise afin de les contraindre, par une comparaison des résultats et des méthodes (benchmarking), à s'aligner, selon un processus sans fin, sur les performances maximales et les meilleures pratiques.

La concurrence devient ainsi un mode d'intériorisation des contraintes de rentabilité du capital, permettant d'alléger les lignes hiérarchiques et les contrôles permanents par l'encadrement intermédiaire, introduisant une pression disciplinaire illimitée.

L'individualisation des salaires, en liant la rémunération à la performance et à la compétence, accroît le pouvoir de la hiérarchie et réduit toutes formes collectives de solidarité. Le management cherche ainsi à capter des énergies individuelles selon un régime d'autodiscipline qui manipule les instances psychiques du désir et de la culpabilisation. Il s'agit de mobiliser l'aspiration à la réalisation de soi au service de l'entreprise, tout en faisant porter la responsabilité de l'accomplissement des objectifs sur l'individu seul.

Ce contrôle peut pousser la perversion jusqu'à inviter le salarié à définir lui-même non seulement les objectifs qu'il doit atteindre mais les critères sur lesquels il veut être jugé.

Nous voyons que la concurrence généralisée ne se résume pas à une compétition binaire, mais plutôt à un système érigé en valeur, en norme, qui va au-delà du champ économique et investit tous les domaines de la vie.

C. Au niveau de l'Etat

Constitutionnaliser certains principes comme la concurrence, la stabilité monétaire et la neutralité budgétaire sont la voie choisie par « l'extrême-libéralisme ».

Ainsi, en constitutionnalisant les règles encadrant la propriété privée et l'échange marchand, ces domaines échappent à tout contrôle démocratique exercé par le peuple. Mais un Etat qui adopte pour principe de soumettre son action uniquement aux règles du droit privé peut-il prendre le risque d'une discussion publique sanctionnée par un vote sur la valeur de ces principes et donc laisser le peuple trancher sur ce qui est bon pour lui ?

A titre d'exemple, dans les années 80, Thatcher et Reagan se sont directement inspirés de Milton Friedman, en particulier des idées qui visent à combattre la « coercition » exercée par les syndicats employés ; syndicats pourtant élus démocratiquement par les travailleurs.

Ici il est important de rappeler que l'objectif de l'extrême-libéralisme est de faire des relations économiques internes au jeu du marché le fondement de la société entière ; rien ne doit échapper à la logique du marché et de la concurrence. Selon ce principe, l'Etat doit s'appliquer à lui-même les règles du droit privé, ce qui signifie non seulement qu'il a à se considérer à l'égal de n'importe quelle personne privée, mais qu'il doit s'imposer, dans sa propre activité législative, de promulguer des lois fidèles à la logique de marché ainsi constitutionnalisées. (*Par exemple, le traité de Lisbonne de 2007, son §1 sur le marché intérieur, avec sa section 5 sur la concurrence*). De fait, l'Etat-nation est transformé en Etat fort au service de la préservation de l'ordre du marché

C'est pourquoi la possibilité doit toujours être donnée à une personne morale de recourir à des tribunaux indépendants habilités à décider si le gouvernement s'est conformé dans son action au strict cadre des règles générales ou s'il a arbitrairement outrepassé ce cadre. A titre d'exemples :

– le Conseil d'Etat a donné récemment raison à GDF-Suez sur sa liberté de définir le prix du gaz.

– L'été dernier, Syngenta et Bayer ont contesté devant la justice la suspension européenne des pesticides néonicotinoïdes, produits dangereux pour l'environnement (abeilles).

On voit bien maintenant que, dans la version hayekienne, l'extrême-libéralisme non seulement n'exclut pas mais appelle l'intervention du gouvernement.

On est loin ici d'une simple réaffirmation du libéralisme classique. En effet, à la différence de celui-ci, pour l'extrême-libéralisme la démocratie n'est pas une fin en soi. Elle n'est jamais qu'un moyen qui n'a de valeur que comme méthode de sélection des dirigeants : ceux qui seront le plus à même de préserver l'ordre du marché. Ainsi Milton Friedman pouvait déclarer sous la dictature de Pinochet en 1981 : « Ma préférence personnelle va à une dictature libérale et non à un gouvernement démocratique dont tout libéralisme est absent ».